



C.D. Howe Building, 240 Sparks Street, 4th Floor West, Ottawa, Ont. K1A 0X8
Édifice C.D. Howe, 240, rue Sparks, 4^e étage Ouest, Ottawa (Ont.) K1A 0X8

Motifs de décision

Unifor,

requérant,

et

Nasittuq Corporation,

employeur,

et

Fraternité internationale des ouvriers en électricité,
section locale 1541,

partie intéressée.

Dossier du Conseil : 30128-C

Fraternité internationale des ouvriers en électricité,
section locale 1541,

requérante,

et

Nasittuq Corporation,

employeur,

et

Unifor,

partie intéressée.

Dossier du Conseil : 30149-C

Référence neutre : 2014 CCRI 706

Le 7 janvier 2014

Procureurs inscrits aux dossiers

M^e Anthony F. Dale, pour Unifor;

M^e Steven P. Williams, pour Nasittuq Corporation;

M^e Cynthia D. Watson, pour la Fraternité internationale des ouvriers en électricité, section locale 1541.

[1] Le 16 septembre 2013, Unifor (Unifor ou le syndicat) a présenté une demande d'accréditation au Conseil canadien des relations industrielles (le Conseil) pour représenter une unité d'employés de Nasittuq Corporation (Nasittuq ou l'employeur) qui travaillent à la SFC Alert, sur l'île d'Ellesmere au Nunavut (dossier du Conseil n^o 30128-C). Le 30 septembre 2013, la Fraternité internationale des ouvriers en électricité, section locale 1541 (FIOE 1541), a présenté une demande en vertu des articles 18.1 et 35 du *Code canadien du travail (Partie I – Relations du travail)* (le *Code*), dans laquelle elle allègue que les employés de Nasittuq qui travaillent à la SFC Alert sont visés par une ordonnance d'accréditation qui lui a été accordée en août 2003, ainsi que par la convention collective conclue entre la FIOE 1541 et Nasittuq (dossier du Conseil n^o 30149-C).

[2] Le Conseil, composé de M^e Elizabeth MacPherson, Présidente, ainsi que de M^e Robert Monette et M. Norman Rivard, Membres, a examiné les deux demandes conjointement en vertu de l'article 20 du *Règlement de 2012 sur le Conseil canadien des relations industrielles* (le *Règlement*). Le 22 novembre 2013, les parties ont été avisées que la demande d'accréditation d'Unifor avait été accueillie et que la demande de la FIOE 1541 avait été rejetée. Les motifs de ces décisions sont exposés ci-après.

I. Contexte

[3] En 1985, les gouvernements du Canada et des États-Unis d'Amérique se sont entendus pour mettre à niveau le système de défense aérienne nord-américain qu'on appelait à l'époque le réseau d'alerte avancé (réseau DEW). L'entente prévoyait le remplacement du réseau DEW par le Système d'alerte du Nord (NWS). Le gouvernement du Canada est responsable de la gestion du NWS et a d'abord conclu un contrat avec Frontec Logistics Corporation (Frontec) pour s'acquitter de cette fonction.

[4] En avril 1999, la FIOE 1541 a été accréditée par le Conseil pour représenter les employés affectés à l'exploitation et à l'entretien occupant des postes désignés qui travaillaient sur le NWS (ordonnance du Conseil n° 7560-U). Frontec a par la suite établi un partenariat avec une coentreprise connue sous le nom de Pan Arctic Inuit Logistics Corporation. Nasittuq a été créée en tant qu'agent de la coentreprise et, en 2001, elle a obtenu un contrat de 10 ans pour assurer la gestion du NWS. En août 2003, l'ordonnance d'accréditation de la FIOE 1541 a fait l'objet d'une mise à jour, de façon qu'on puisse y lire que Nasittuq Corporation était devenue l'employeur (ordonnance du Conseil n° 8519-U). L'unité de négociation représentée par la FIOE 1541 était définie de la façon suivante :

tous les employés du Système d'alerte du Nord (NWS), opération et entretien (O&M), occupant les postes énumérés à l'annexe A.

[5] Aux termes de son contrat avec le gouvernement du Canada relatif au NWS, Nasittuq assure l'entretien et l'exploitation de 47 stations radars à partir de 5 sites de soutien logistique (SSL) se trouvant à Inuvik, Iqaluit, Goose Bay, Cambridge Bay et Hall Beach. Nasittuq a aussi des employés au centre de contrôle du NWS et au centre de soutien du NWS, qui sont tous les deux situés dans les mêmes locaux que le centre des opérations du NORAD à North Bay, en Ontario. Le siège de Nasittuq est situé à Ottawa, en Ontario, où se trouve également son bureau de gestion des contrats (BGC). L'annexe de l'ordonnance d'accréditation de la FIOE 1541 contient une liste de quelque 42 postes, y compris des postes administratifs, techniques et de soutien, dont les titulaires travaillent et vivent aux SSL du NWS.

[6] En plus de son contrat relatif à l'exploitation et à l'entretien du NWS, Nasittuq détient un contrat distinct avec le gouvernement du Canada pour la prestation de services de soutien sur place, de gestion de programme et de soutien administratif pour l'entretien et l'exploitation de la SFC Alert, située sur la pointe nord-est de l'île d'Ellesmere, au Nunavut. On peut soutenir que cet endroit est le lieu de travail le plus isolé au Canada, et l'accès y est rigoureusement contrôlé par les militaires canadiens. La SFC Alert s'acquitte d'une vaste mission : bien que ses tâches principales consistent à assurer la surveillance et l'interprétation des signaux et à mener des activités à l'appui de la souveraineté du Canada dans l'Arctique, elle fournit aussi une base pour les opérations militaires régionales, les activités de recherche et de sauvetage de même que les projets scientifiques nationaux et internationaux. La SFC Alert relève de la 8^e Escadre Trenton

(Ontario) pour ce qui est du commandement, du contrôle ainsi que du soutien logistique. Les activités et les opérations menées à la SFC Alert n'ont aucun lien avec le NWS.

[7] Nasittuq a obtenu le contrat relatif à l'île d'Ellesmere au début de 2012, et elle a commencé à y mener des activités en septembre 2012. Les services qu'elle fournit étaient auparavant assurés par un autre fournisseur, Canadian Base Operators (CBO), dont plusieurs anciens employés ont été embauchés par Nasittuq lorsque celle-ci a pris en charge le contrat. En septembre 2013, Nasittuq comptait un effectif de quelque 51 employés affectés à la SFC Alert.

[8] En avril 2013, la FIOE 1541 a officiellement avisé Nasittuq par écrit que, selon elle, aux termes de son ordonnance d'accréditation visant les employés du NWS, elle détenait les droits de négociation à l'égard des employés travaillant à la SFC Alert. N'étant pas d'accord avec l'interprétation donnée par la FIOE 1541 à son ordonnance d'accréditation, Nasittuq a affirmé que les activités menées à l'île d'Ellesmere étaient distinctes et n'avaient aucun lien avec le NWS, et que les employés travaillant à la SFC Alert ne faisaient pas partie des catégories d'emploi énumérées dans l'annexe de l'ordonnance d'accréditation de la FIOE 1541. Le 30 septembre 2013, la FIOE 1541 a présenté une demande au Conseil en vue d'obtenir une ordonnance déclarant qu'elle représente les employés de Nasittuq travaillant à la SFC Alert et au BGC à Ottawa aux termes de l'ordonnance d'accréditation qu'elle détient relativement aux employés du NWS. Subsidiairement, la FIOE 1541 demande, en vertu des articles 18.1 et 35 du *Code*, une déclaration établissant que les contrats de Nasittuq liés à la SFC Alert et au NWS constituent une entreprise unique, et élargissant en conséquence la portée actuelle de son ordonnance d'accréditation de manière à y inclure les employés de la SFC Alert.

[9] Par ailleurs, Unifor a présenté une demande au Conseil le 16 septembre 2013 en vue d'être accrédité pour représenter une unité composée des employés de Nasittuq travaillant à la SFC Alert (dossier du Conseil n° 30128-C). Selon les éléments de preuve fournis au Conseil, Unifor succède au Syndicat national de l'automobile, de l'aérospatial, du transport et des autres travailleurs et travailleuses du Canada (ICA-Canada) et a l'appui de la majorité des employés de l'unité de négociation proposée.

[10] Le Conseil devait déterminer si les employés de Nasittuq travaillant à la SFC Alert étaient compris dans la portée de l'ordonnance d'accréditation que détenait déjà la FIOE 1541 et, dans la

négative, s'il devrait accueillir la demande de la FIOE 1541 visant une révision de la structure de l'unité de négociation et une déclaration d'employeur unique, ou la demande d'accréditation d'Unifor pour représenter les employés de Nasittuq travaillant à la SFC Alert.

II. Position des parties

A. FIOE 1541

[11] La FIOE 1541 prétend qu'elle devrait être reconnue comme agent négociateur des employés de Nasittuq travaillant à la SFC Alert. Elle affirme que la demande d'Unifor en vue de représenter ces employés n'a pas été présentée en bonne et due forme au Conseil et qu'elle ne devrait pas être examinée.

[12] La FIOE 1541 allègue que, au départ, Nasittuq a offert de la reconnaître volontairement à titre d'agent négociateur des employés de la SFC Alert, mais qu'elle a par la suite changé d'avis. Selon la FIOE 1541, il est de plus en plus fréquent que Nasittuq demande aux membres de son unité de négociation de travailler au BGC à Ottawa et à la SFC Alert. À son avis, tous les employés qui exécutent les fonctions des postes énumérés dans son ordonnance d'accréditation sont compris dans la portée de l'unité de négociation qu'elle représente, quel que soit l'endroit où ils travaillent. La FIOE 1541 mentionne que, lorsque des employés non syndiqués du BGC sont appelés à effectuer du travail relevant de l'unité de négociation aux sites du NWS, l'employeur lui remet des cotisations syndicales pour le travail exécuté. La FIOE 1541 allègue aussi que, récemment, il est arrivé plus souvent que l'employeur transfère des employés syndiqués pour qu'ils travaillent temporairement au BGC, mais elle admet que cela est permis aux termes de la convention collective.

[13] Selon la FIOE 1541, ses droits de représentation à l'égard des employés du NWS remontent à novembre 1963, lorsque le Conseil canadien des relations du travail a rendu une ordonnance accréditant la section locale 2085 de la FIOE à titre d'agent négociateur d'une unité d'employés de la Federal Electric Corporation, qui assurait l'exploitation du réseau DEW. Cette ordonnance d'accréditation s'appliquait à des employés occupant des postes désignés et travaillant au Canada, sur les sites du réseau DEW.

[14] Selon la FIOE 1541, bien que Nasittuq soit titulaire de deux contrats distincts exécutés à différents endroits, le Conseil ne devrait pas permettre que la complexité de cet arrangement administratif empêche la FIOE d'agir à titre d'agent négociateur exclusif de tous les employés de Nasittuq.

[15] La FIOE 1541 fait valoir que l'article 35 du *Code* peut s'appliquer à la présente situation, et elle affirme que les trois entreprises en cause en l'espèce sont le contrat relatif au NWS dans le Nord du Canada, le BGC du NWS à Ottawa et le contrat relatif à la SFC Alert au Nunavut. Tous ces contrats ont été conclus avec le même client fédéral, soit le ministère de la Défense nationale, et ils sont tous exécutés par Nasittuq. La FIOE 1541 affirme que les employés de chaque lieu de travail exécutent un grand nombre de fonctions identiques et que l'employeur transfère régulièrement des employés d'un site à l'autre. Elle soutient que le fractionnement des contrats est artificiel et qu'il s'agit d'une ruse visant à empêcher la syndicalisation.

[16] Subsidiairement, la FIOE 1541 soutient que la structure de l'unité de négociation des employés du NWS pourrait faire l'objet d'une révision aux termes du paragraphe 18.1 du *Code* en vue d'y ajouter les employés de la SFC Alert. La FIOE 1541 fait valoir qu'une déclaration est nécessaire afin de protéger ses droits de négociation actuels, et qu'il est tout indiqué de simplifier les relations du travail en n'ayant qu'un seul agent négociateur.

B. Unifor

[17] S'opposant à la demande de la FIOE 1541, Unifor fait valoir qu'il s'agit d'une tentative d'élargir les droits de négociation de la FIOE 1541, au détriment du désir exprimé par les employés de Nasittuq travaillant à la SFC Alert d'être représentés par Unifor.

[18] Unifor mentionne qu'aucun fondement ne permet de formuler une déclaration d'employeur unique comme le demande la FIOE 1541 ou d'élargir la portée de l'unité de négociation représentée par la FIOE 1541 en procédant à la révision de sa structure. Il souligne que les exemples fournis par la FIOE 1541, pour étayer l'allégation selon laquelle les employés peuvent être transférés d'un site à un autre, ont tous eu lieu avant que Nasittuq obtienne le contrat relatif à la SFC Alert. Il soutient que la FIOE 1541 n'a pas cherché à syndiquer les employés travaillant à la SFC Alert, pas plus qu'elle n'a présenté de demande en temps opportun pour faire valoir les

droits de négociation qu'elle prétend avoir lorsqu'elle a été mise au courant de la décision de l'employeur de ne pas la reconnaître comme agent négociateur des employés de la SFC Alert.

[19] Unifor conteste l'affirmation de la FIOE 1541 selon laquelle les droits de négociation qu'elle détient sont menacés. Il soutient que la FIOE 1541 demeurera l'agent négociateur de l'unité décrite dans l'ordonnance n° 8519-U, c'est-à-dire les employés qui sont affectés au contrat de Nasittuq relatif au NWS. Unifor affirme que le contrat relatif à la SFC Alert ne menace aucunement l'unité de négociation du NWS, et que les droits de négociation de la FIOE 1541 ne changeront pas. Il fait valoir que l'article 35 du *Code* ne s'applique pas aux circonstances en l'espèce, puisqu'il n'y a qu'un seul employeur, Nasittuq. Le fait que Nasittuq mène des activités à plus d'un endroit aux termes de plus d'un contrat n'entraîne pas l'existence d'employeurs distincts.

[20] En ce qui concerne la demande présentée par la FIOE 1541 en vertu de l'article 18.1 du *Code*, Unifor souligne que la structure actuelle de l'unité de négociation ne compte qu'une seule unité, c'est-à-dire celle que représente la FIOE 1541. Il affirme qu'aucun fait n'a été présenté pour appuyer l'affirmation selon laquelle cette unité de négociation, compte tenu de sa structure actuelle, n'est plus habile à négocier collectivement. Unifor affirme aussi que la FIOE 1541 n'a fourni aucun élément de preuve démontrant qu'elle a l'appui de la majorité des employés travaillant à la SFC Alert.

[21] Unifor a présenté sa propre demande d'accréditation pour représenter les employés de Nasittuq travaillant à la SFC Alert, et ce, estime-t-il, dans les délais prescrits, puisque ces employés ne sont pas représentés actuellement. La preuve d'adhésion qui accompagne la demande démontre que la majorité des employés de l'unité proposée par Unifor désirent que celui-ci devienne leur agent négociateur.

C. Nasittuq

[22] Nasittuq confirme qu'elle détient actuellement deux contrats distincts avec le gouvernement du Canada : le premier a trait aux opérations de la base à la SFC Alert, et l'autre est lié à l'entretien et à l'exploitation du NWS. Elle mentionne qu'il n'existe aucun lien entre ces deux contrats.

[23] Nasittuq précise que l'unité de négociation du NWS représentée par la FIOE 1541 regroupe 140 employés et que l'unité de négociation proposée par Unifor à la SFC Alert en compte 51. Les employés qui sont affectés au contrat relatif au NWS comprennent des employés qui vivent au sein de la collectivité et des employés qui font la navette entre le lieu de travail et leur domicile, situé ailleurs. À partir des SSI, ces employés ont accès aux stations radars par hélicoptère pour en assurer l'entretien régulier et répondre aux situations imprévues. En revanche, tous les employés qui sont affectés au contrat relatif à la SFC Alert font la navette, voyageant entre le site et la BFC Trenton à bord d'un avion militaire. Ces employés fournissent des services de soutien et de gestion sur place, y compris des services de restauration, de locaux et de conciergerie, un soutien aux transports, des services d'entretien de véhicules, de routes et de terrains, ainsi que des services de gestion des immeubles et de l'infrastructure. Les employés de Nasittuq à la SFC Alert ne mènent aucune activité liée à l'entretien ou à l'exploitation des radars.

[24] Nasittuq a aussi des bureaux de gestion des contrats distincts pour les contrats relatifs au NWS et à la SFC Alert. Le BGC du NWS est situé à Ottawa, en Ontario, et il compte 95 employés chargés de fournir des directives et d'exercer une surveillance relativement au contrat du NWS, ce qui comprend un soutien logistique et des services administratifs. Nasittuq prétend que les employés du BGC ne font pas le même travail que les membres de la FIOE 1541. Elle soutient qu'il est arrivé très rarement que des transferts d'employés aient lieu entre le BGC et les sites du NWS dans le Nord. Dans la moitié des 10 cas d'affectation temporaire enregistrés au cours des quatre dernières années, des employés du BGC ont été déployés sur place en dernier recours pour exécuter du travail relevant de l'unité de négociation parce qu'aucun membre de l'unité de négociation n'était disponible. Nasittuq allègue que dans les cinq autres cas, les employés du BGC ont été envoyés là-bas pour effectuer du travail ne relevant pas de l'unité de négociation. Nasittuq soutient que les quelques affectations d'employés du BGC aux sites dans le Nord reposent sur un mécanisme conclu entre les parties il y a de nombreuses années et n'a jamais réduit les possibilités d'emploi pour les membres de l'unité de négociation. Le BGC de la SFC Alert est situé à Belleville, en Ontario.

[25] Nasittuq nie avoir déjà offert de reconnaître volontairement la FIOE 1541 à titre d'agent négociateur des employés travaillant à la SFC Alert, bien qu'elle admette avoir indiqué, durant la

ronde de négociations collectives de 2010, qu'elle envisagerait de collaborer avec la FIOE 1541 relativement à de futurs contrats ou entreprises commerciales non précisés. Après que Nasittuq eut obtenu le contrat relatif à la SFC Alert en mai 2012, des discussions ont eu lieu concernant la possibilité d'une reconnaissance volontaire, mais Nasittuq a indiqué qu'il lui fallait plus de temps pour comprendre le fonctionnement avant de pouvoir envisager de reconnaître volontairement la FIOE 1541. Lorsque la FIOE a officiellement abordé la question avec Nasittuq en avril 2013, l'employeur l'a informée que Nasittuq ne la reconnaîtrait pas volontairement à titre d'agent négociateur puisque, à son avis, c'était aux employés qu'il appartenait de prendre la décision concernant leur syndicalisation. Le 4 juillet 2013, la FIOE 1541 a présenté un grief de principe, que Nasittuq a rejeté dans une lettre datée du 17 juillet 2013. Nasittuq estime que ce grief a été abandonné, puisque la FIOE ne l'a pas renvoyé à l'arbitrage.

[26] Nasittuq souligne que la portée de l'unité de négociation décrite dans l'ordonnance d'accréditation de la FIOE 1541 vise uniquement des postes désignés dont les fonctions ont trait à l'exploitation et à l'entretien du NWS. Elle soutient que l'unité de négociation représentée par la FIOE 1541 ne comprend donc pas les employés travaillant à la SFC Alert. Elle affirme qu'un seul employeur est responsable de l'exécution de ces deux contrats et que, par conséquent, l'article 35 du *Code* ne s'applique pas aux circonstances en l'espèce. Elle soutient aussi que la FIOE 1541 ne s'est pas acquittée du fardeau de démontrer qu'il y a des motifs impérieux de croire que, selon sa structure actuelle, l'unité de négociation – qui regroupe uniquement des employés affectés au NWS – n'est plus habile à négocier collectivement et que, par conséquent, cette structure devrait faire l'objet d'une révision aux termes de l'article 18.1 du *Code*.

[27] En outre, Nasittuq affirme qu'une déclaration en vertu de l'article 35 ou une révision de la structure de l'unité de négociation en vertu de l'article 18.1 ne favoriserait la réalisation d'aucun objectif lié aux relations du travail. Elle souligne que l'objet de ces dispositions est de prévenir l'érosion des droits de négociation par suite de la mise en place de structures organisationnelles complexes. En l'espèce, aucun des préjudices que ces articles visent à prévenir ne s'est produit ou ne menace de se produire. Nasittuq fait valoir que, si la FIOE 1541 souhaite représenter les employés de Nasittuq à la SFC Alert, elle devrait les syndiquer et demander d'être accréditée conformément aux dispositions du *Code*. Nasittuq demande au Conseil de rejeter la demande de la FIOE.

[28] Nasittuq ne conteste pas la composition de l'unité de négociation proposée par Unifor, mais elle fait observer qu'un scrutin de représentation serait indiqué, compte tenu des demandes concurrentes présentées par Unifor et la FIOE 1541. Elle soutient que les employés devraient avoir l'impression qu'ils ont eu leur mot à dire au sujet de la représentation syndicale dans le cadre d'un scrutin.

III. Analyse et décision

[29] Il est bien connu que le Conseil a exprimé sa préférence pour les unités de négociation regroupant « tous les employés », comme son prédécesseur, le Conseil canadien des relations du travail. Cependant, dans la décision *Servisair inc. et Servisair Deicing Services inc.*, 2013 CCRI 692, qu'il a rendue récemment, le Conseil a expliqué les critères dont il tient compte pour déterminer la portée d'une unité de négociation habile à négocier dans diverses circonstances :

[49] Il est bien établi que le Conseil a la compétence absolue pour déterminer l'unité habile à négocier dans tous les cas (*Royal Aviation Inc.*, 2000 CCRI 69). Pour s'acquitter de cette responsabilité, le Conseil n'est pas tenu de déterminer l'unité idéale, ni même la plus habile, mais bien une unité habile à négocier collectivement (*Banque Nationale du Canada* (1985), 58 di 94; 11 CLRB (NS) 257; et 86 CLC 16,032 (rapport partiel) (CCRT n° 542)). Par conséquent, la détermination d'une unité habile à négocier est plus un art qu'une science. Comme l'a déclaré le Conseil dans *CITO-TV Limited* (1981), 45 di 306 (CCRT n° 345), la décision doit être fondée sur les faits et les circonstances de chaque affaire particulière :

Pour ce qui est de déterminer une unité de négociation habile ou non à négocier collectivement, le Conseil n'a rien à ajouter ici au nombre incalculable de décisions rendues au cours des années par les conseils des relations du travail. Tous les « critères » établis et toutes les « considérations » qui ont été faites concordent sur un point : c'est que la configuration des unités de négociation n'est pas « immuable ». On peut créer des unités standard par secteur économique qui s'appliqueront à la plupart des requêtes, mais il y aura toujours des cas exceptionnels où les circonstances imposent des variantes et même des incohérences. Il faut alors tenir compte des circonstances particulières et déterminer les unités de négociation en traitant chaque cas comme un cas d'espèce. ...

(pages 310-311)

[50] Les facteurs dont tient compte le Conseil pour déterminer une unité habile ou non à négocier collectivement comprennent la communauté d'intérêts; la viabilité de l'unité; la volonté des employés; la pratique courante dans le secteur; et la structure organisationnelle de l'employeur. Bien que le Conseil ait indiqué privilégier l'établissement d'unités de négociation plus grandes – lesquelles, à son avis, favorisent l'efficacité administrative, les négociations et la stabilité industrielle –, il lui arrive souvent de ne pas s'en tenir à cette préférence. Par exemple, lorsqu'il est saisi d'une demande d'accréditation d'une unité de négociation nouvellement créée, le Conseil privilégiera les facteurs qui améliorent l'accès aux négociations collectives et pourrait accréditer des unités qui consistent en un sous-ensemble des professions que l'on retrouve dans un lieu de travail donné, et ce, même si de tels

regroupements ne sont pas optimaux du point de vue de la structure organisationnelle de l'employeur. Comme l'a déclaré le Conseil dans *G4S Solutions de sécurité (Canada) ltée*, 2012 CCRI 625 :

[48] ... Bien que le Conseil ait indiqué privilégier l'établissement d'unités de négociation plus grandes, ce genre d'unités ne jouit pas automatiquement d'une présomption favorable. Le Conseil accréditera une unité de négociation plus petite lorsque cela est nécessaire pour permettre aux employés d'exercer le droit à la liberté d'association qui leur est garanti par la constitution. Pour atteindre cet objectif, le Conseil peut accréditer une unité à portée locale, plutôt que régionale ou nationale, même si une telle situation peut occasionner à l'employeur certains inconvénients de nature administrative. La décision du Conseil sur l'habileté à négocier d'une unité de négociation est habituellement confirmée par les tribunaux, sauf lorsqu'ils jugent que la décision est clairement irrationnelle (voir *Syndicat international des débardeurs et magasiniers, Ship and Dock Foremen, section locale 514 c. Prince Rupert Grain Ltd.*, [1996] 2 R.C.S. 432).

[51] Dans les affaires où la relation de négociation est bien établie et où les parties entretiennent une relation de longue date, le Conseil pourrait accorder moins de poids à l'accès aux négociations collectives et privilégier d'autres facteurs. Dans la décision *Sécur Inc.*, 2001 CCRI 109, le Conseil a précisé ce qui suit :

[60] La question de la reconfiguration des unités n'échappe pas aux objectifs fondamentaux du *Code* dont le Conseil est appelé à établir le volet pratique. En conséquence, la reconfiguration des unités de négociation doit promouvoir l'exercice par les employés des droits conférés par le *Code*, tout en permettant une exploitation judicieuse de l'entreprise. Le Conseil doit donc aborder une reconfiguration avec une vision à suffisamment long terme pour contribuer à l'épanouissement des relations entre les agents négociateurs et l'employeur en regard des unités proposées. Tout en considérant ces principes généraux, le Conseil tiendra compte néanmoins des faits particuliers de chaque demande.

[30] Pour des raisons qui se sont perdues au fil du temps, l'ordonnance d'accréditation actuelle de la FIOE 1541 ne comprend pas « tous les employés ». La portée des droits de représentation de la FIOE 1541 relativement aux employés de Nasittuq se limite plutôt à des postes désignés dont les fonctions ont trait à l'entretien et à l'exploitation du NWS. Par conséquent, le Conseil ne peut souscrire à l'affirmation de la FIOE 1541 selon laquelle les employés engagés par Nasittuq aux fins de l'exécution de son contrat relatif à la SFC Alert ou de la prestation de services de soutien opérationnel au BGC du NWS à Ottawa sont visés par l'ordonnance du Conseil n° 8519-U.

[31] Le Conseil s'appuie depuis longtemps sur le principe selon lequel, lorsqu'un agent négociateur souhaite ajouter de nouvelles catégories d'emploi à une unité de négociation existante, il doit syndiquer les employés faisant partie des catégories à ajouter et démontrer qu'il détient l'appui d'une double majorité — c'est-à-dire qu'il a l'appui de la majorité parmi les employés à ajouter de même que parmi les employés faisant déjà partie de l'unité (voir *Télé globe*

Canada (1979), 32 di 270; [1979] 3 Can LRB 86; et 80 CLJC 16,025 (rapport partiel) (CCRT n° 198)). Le Conseil ne dispose d'aucun élément de preuve démontrant que la FIOE 1541 détient l'appui de la majorité des employés, que ce soit au BGC du NWS ou à la SFC Alert.

[32] Par ailleurs, le Conseil ne peut consentir à la demande subsidiaire de la FIOE 1541 selon laquelle il devrait appliquer l'article 35 ou l'article 18.1 du *Code* aux circonstances en l'espèce.

[33] Le Conseil a établi cinq critères, désormais bien connus, qui doivent être remplis pour qu'il envisage de formuler une déclaration d'employeur unique en vertu de l'article 35 du *Code* (voir *Service de Limousine Murray Hill Ltée et autre* (1988), 74 di 127 (CCRT n° 699)) :

1. il doit exister au moins deux entreprises au sens d'exploitations;
2. lesquelles relèvent toutes de la compétence fédérale;
3. les entreprises doivent être associées ou connexes;
4. au moins deux, mais pas nécessairement toutes, sont des employeurs;
5. les entreprises sont assujetties à un contrôle ou à une direction en commun.

[34] Même lorsque le Conseil conclut que ces cinq critères sont remplis, il dispose du pouvoir discrétionnaire de déterminer s'il y a lieu de formuler une déclaration d'employeur unique. Dans *S.V.N. Enterprises Ltd., exploitée sous la raison sociale S & K Trucking*, 2003 CCRI 219, le Conseil a énoncé les principes qui sont à la base de ses décisions quant à l'existence d'un objectif lié aux relations du travail qui justifierait qu'il formule une déclaration d'employeur unique :

[54] Le Conseil accepte de formuler une déclaration fondée sur l'article 35 seulement s'il est convaincu qu'une telle déclaration servirait un objectif lié aux relations du travail. La décision rendue par le Conseil dans l'affaire *Air Canada et autres* (1989), 79 di 98; 7 CLRB (2d) 252; et 90 CLJC 16,008 (CCRT n° 771) fournit des indications utiles pour trancher cette question :

L'objet de l'article 35 a toujours guidé le Conseil dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire en ce domaine. Il vise à empêcher un employeur de porter atteinte à des droits de négociation au moyen d'alliances commerciales ou de subtilités corporatives, ou de s'y soustraire (voir *British Columbia Telephone Company et Canadian Telephones and Supplies Ltd.*, *supra*; et *Beam Transport (1980) Ltd. et Brentwood Transport Ltd.* (1988), 74 di 46 (CCRT n° 689)).

L'article 35 ne vise pas à accroître les droits de négociation existants (*British Columbia Telephone Company et Canadian Telephones and Supplies Ltd.*, *supra*). Il a un but réparateur. Il vise à éviter que des employeurs qui ne sont distincts qu'en apparence réussissent à se soustraire aux obligations qui leur incombent en vertu du *Code* en

restructurant leurs entreprises ou en ayant recours à d'autres genres de décisions commerciales :

« ... Après tout, c'est pour empêcher la direction d'une entreprise de se soustraire aux obligations auxquelles est tenue l'une de ses entités juridiques en confiant des travaux à une autre entité juridique contrôlée par cette entreprise que le législateur a édité l'article 133 [maintenant l'article 35]...

(*Bradley Services Ltd. et autres* (1986), 65 di 111; 13 CLRB (NS) 256; et 86 CLC 16,036 (CCRT n° 570), pages 126, 272; et 14,432) »

L'article 35 ne vise pas à dispenser un agent négociateur d'avoir à recruter un groupe d'employés par ailleurs tout à fait distinct. Dans certains cas, une déclaration d'employeur unique faite par le Conseil peut avoir cet effet, mais tel n'est pas son but. Lorsque le Conseil détermine s'il doit exercer son pouvoir discrétionnaire, **la question n'est plus de savoir s'il y a contrôle commun, mais plutôt si ce contrôle contribue à l'érosion de droits de négociation.**

(pages 118-119; 271; et 14,098; c'est nous qui soulignons)

[35] Malgré les efforts déployés par la FIOE 1541 pour décrire les contrats relatifs au NWS et à la SFC Alert comme des entreprises distinctes, le Conseil ne peut accepter cet argument. De l'avis du Conseil, il n'y a qu'une seule entreprise, Nasittuq, qui engage les employés fournissant les services prévus aux termes des deux contrats conclus avec le gouvernement du Canada. Aucun élément de preuve n'appuie l'allégation de la FIOE 1541 selon laquelle les contrats ont été fractionnés de manière à éviter la syndicalisation. Il n'y a pas non plus d'élément de preuve démontrant que la structure des contrats a érodé ou menacé d'une quelconque façon les droits de négociation de la FIOE 1541 relativement aux employés du NWS. Par conséquent, le Conseil rejette la demande de la FIOE 1541 fondée sur l'article 35 du *Code*.

[36] En faisant valoir que l'article 18.1 du *Code* devrait s'appliquer en l'espèce, la FIOE 1541 cherche essentiellement à obtenir autrement ce à quoi elle ne peut légitimement prétendre en vertu de son ordonnance d'accréditation actuelle, c'est-à-dire élargir la portée de l'unité de négociation qu'elle représente. Tout comme l'article 35, l'article 18.1 du *Code* ne vise pas à dispenser un agent négociateur d'avoir à syndiquer les employés qu'il souhaite représenter et à obtenir leur appui.

[37] La FIOE 1541 n'a présenté aucun élément de preuve pour appuyer l'idée que l'unité de négociation, selon la structure actuelle ou la structure proposée, est ou ne serait pas habile à négocier collectivement (voir *Rogers Cablesystems Limited*, 2000 CCRI 51). Il incombait à la

requérante de convaincre le Conseil que l'unité de négociation n'est plus habile à négocier collectivement, mais elle ne l'a pas fait. Par conséquent, le Conseil refuse de réviser la structure de l'unité de négociation en vertu de l'article 18.1 du *Code*.

[38] Pour tous ces motifs, le Conseil a rejeté la demande de la FIOE 1541.

[39] Après avoir déterminé que les employés de Nasittuq travaillant à la SFC Alert n'étaient pas visés par l'ordonnance d'accréditation de la FIOE 1541, le Conseil a examiné la demande d'Unifor pour représenter ces employés. Le Conseil a conclu que l'unité de négociation proposée par Unifor est habile à négocier collectivement et a déterminé que la majorité des employés inclus dans l'unité désirent être représentés par Unifor. Par conséquent, en vertu de l'article 28 du *Code*, le Conseil a rendu l'ordonnance d'accréditation n° 10500-U à l'égard d'Unifor le 22 novembre 2013.

[40] Il s'agit d'une décision unanime du Conseil.

Traduction

Elizabeth MacPherson
Présidente

Robert Monette
Membre

Norman Rivard
Membre